

AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE

IMPLANTS COCHLÉAIRES « HIRES ULTRA » OU « HIRES ULTRA 3D » FABRIQUÉS PAR ADVANCED BIONICS

Dingwell c. Advanced Bionics L.L.C. et al; Cour supérieure du Québec no. 500-06-001254-230

Le texte et le mode de publication de cet avis ont été approuvés par la Cour supérieure.

Le 27 février 2025, la Cour supérieure a autorisé Herbert « Troy » Dingwell (le « **Représentant** ») à exercer une action collective contre Advanced Bionics L.L.C. et d'autres sociétés liées (les « **Défenderesses** ») au nom de toutes les personnes qui ont été implantées au Québec avec un implant cochléaire de modèle « HiRes Ultra » ou « HiRes Ultra 3D » fabriqué par les Défenderesses portant les numéros de série entre 1 000 000 et 1 999 999 (les « **Appareils visés** »).

Le Représentant prétend que les Appareils visés contiennent un défaut de sécurité, et réclame ainsi des Défenderesses une indemnisation financière en réparation du préjudice subi par tous les membres visés par l'action collective. Il prétend également que les Défenderesses ont contrevenu à la *Charte des droits et libertés de la personne*, et réclame le paiement de dommages-intérêts punitifs pour sanctionner ce comportement.

L'autorisation de l'action collective est une **étape préliminaire** qui permet à celle-ci de débiter. Les allégations à l'encontre des Défenderesses n'ont pas été prouvées. Les Défenderesses nient toute responsabilité et pourront faire valoir leurs moyens de défense lors du procès. C'est à l'issue de ce procès que la Cour supérieure décidera si les Défenderesses sont tenues d'indemniser les membres de l'action collective.

Le Jugement d'autorisation a identifié les principales questions de droit et de fait qui devront être décidées lors du procès, ainsi que les conclusions (aussi appelées « ordonnances ») recherchées contre les Défenderesses – vous retrouverez les listes de ces questions et conclusions à l'**Annexe 1**.

QUI EST VISÉ?

Vous êtes visé par l'action collective si vous appartenez à l'un des groupes suivants :

Toutes les personnes qui se sont fait implanter, au Québec, un implant cochléaire comme modèle « HiRes Ultra » ou « HiRes Ultra 3D » fabriqué par Advanced Bionics portant les numéros de série entre 1 000 000 et 1 999 999, ou toute composante d'un tel implant cochléaire incluant le porte-électrodes.

OU

Toutes les personnes qui sont l'héritier, le conjoint, le parent, l'enfant, le frère, la sœur, la personne à charge ou l'aidant naturel visée par le paragraphe précédent.

En cas de succès de l'action collective seulement, un montant approuvé par la Cour supérieure sera déduit des indemnités payables aux membres pour payer les frais

d'avocats. Les membres n'ont donc **aucun frais à payer** afin de participer à l'action collective.

VOS CHOIX AU SUJET DE L'ACTION COLLECTIVE

1) INCLUSION

Vous êtes automatiquement inclus dans l'action collective si vous êtes membre du groupe décrit plus haut. Vous n'avez donc pas à vous identifier ou prendre quelque démarche que ce soit pour le moment pour participer à l'action collective. Si les Défenderesses sont tenues de verser une indemnité aux membres au terme de l'action collective, un autre avis sera publié pour vous informer de la procédure à suivre.

Vous pouvez communiquer avec les avocats du Représentant (voir les informations sur leur « infolettre » à la fin de cet avis) afin d'être tenu au courant de son progrès et informé de vos droits. Les avocats du Représentant ont l'obligation de représenter tous les membres visés par l'action collective.

En participant à l'action collective, le jugement qui sera rendu par la Cour supérieure s'appliquera à vous, et vous ne pourrez intenter aucun autre recours en lien avec les Appareils visés.

2) EXCLUSION, AU PLUS TARD LE 13 JUILLET 2026.

Si vous ne voulez pas que le jugement rendu dans l'action collective s'applique à vous, vous devez vous exclure de l'action collective.

Vous pourriez avoir intérêt à vous exclure si, par exemple, vous préférez exercer individuellement votre propre recours, à vos frais, contre les Défenderesses

Si vous vous excluez de l'action collective, vous n'aurez droit à aucune indemnité si un jugement favorable ou une entente de règlement à l'amiable intervient dans l'action collective.

Pour vous exclure, vous devez faire parvenir une **lettre au greffe de la Cour supérieure du Québec** avec copie aux avocats du demandeur, au plus tard le **13 juillet 2026**, en indiquant le numéro de dossier 500-06-001254-230:

Greffe de la Cour supérieure du Québec
(Dossier no. 500-06-001254-230)
1, rue Notre-Dame Est,
Montréal (QC) H2Y 1B6

Trudel Johnston & Lespérance
750, Place d'Armes, bureau 90
Montréal (QC) H2Y 2X8
info@tjl.quebec

3) INTERVENTION

Vous n'avez pas besoin d'intervenir personnellement dans l'action collective pour avoir droit à une indemnité, mais vous pouvez demander à la Cour supérieure l'autorisation de le faire. La Cour autorisera votre intervention si elle est d'avis qu'elle est utile au groupe.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Si vous souhaitez recevoir de l'information sur les progrès du dossier, vous pouvez vous abonner à l'infolettre des avocats du demandeur en remplissant le formulaire en ligne au : <https://tjl.quebec/recours-collectifs/implants-cochleaires-defectueux-fabrique-par-advanced-bionics/>

Attention : Votre inscription à l'infolettre n'est pas une réclamation. En cas de succès de l'action collective, vous devrez faire une réclamation selon la procédure déterminée par la Cour.

Vous pouvez aussi consulter le Registre des actions collectives où toutes les procédures doivent être publiées: <https://www.registredesactionscollectives.quebec/>



TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE

750, côte de la Place d'Armes, bureau 90

Montréal (Québec) H2Y 2X8

Tél. : 514 871-8385

info@tjl.quebec

ANNEXE 1 - LES QUESTIONS COMMUNES ET CONCLUSIONS IDENTIFIÉES PAR LA COUR SUPÉRIEURE

Les questions de fait et droit qui seront traitées collectivement identifiées par la Cour supérieure:

1. Est-ce que les implants cochléaires « HiRes Ultra » et « HiRes Ultra 3D » portant le numéro de série entre 1 000 000 et 1 999 999 sont affectés d'un défaut de sécurité ?
2. Dans l'affirmative, est-ce que ce défaut de sécurité a causé des dommages aux membres du Groupe ?
3. Dans l'affirmative, est-ce que les défenderesses peuvent soulever l'un des moyens de défense prévus à l'article 1473 C.c.Q. pour éviter d'être tenues responsables de tels dommages ?
4. Est-ce que les défenderesses ont violé le droit des membres à la sécurité, protégé par la *Charte des droits et libertés de la personne*, dans le contexte de la fabrication, des tests préalables à la mise en marché, du marketing et de la surveillance d'une mise en marché des implants cochléaires ? Dans l'affirmative, est-ce qu'il s'agit d'un manquement illicite et intentionnel ?
5. Est-ce que la Cour peut ordonner le recouvrement collectif des dommages non pécuniaires et des dommages punitifs dus aux membres du Groupe ?

Les conclusions recherchées autorisées par la Cour supérieure :

ACCUEILLIR l'action collective du demandeur pour le compte de tous les membres du Groupe;

ORDONNER aux défenderesses, solidairement, de payer aux membres du Groupe un montant à être déterminé par la Cour en compensation pour leurs dommages corporels, moraux et matériels;

ORDONNER le recouvrement collectif de dommages non pécuniaires dus aux membres du Groupe;

ORDONNER le recouvrement individuel des dommages pécuniaires dus aux membres du Groupe;

ORDONNER aux défenderesses de payer des dommages punitifs au montant de 5 000 000 \$;

ORDONNER le recouvrement collectif des dommages punitifs dus aux membres du Groupe;

LE TOUT avec les frais de justice, l'indemnité additionnelle, incluant, mais non limitativement, les frais d'expert, de publication des avis aux membres du Groupe et d'administration des recouvrements.

NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION
"HIRES ULTRA" OR "HIRES ULTRA 3D" COCHLEAR IMPLANTS MANUFACTURED BY ADVANCED BIONICS

***Dingwell v. Advanced Bionics L.L.C. et al;* Superior Court of Quebec No. 500-06-001254-230**

The text and manner of publication of this notice have been approved by the Superior Court.

On 27 February 2025, the Superior Court authorized Herbert "Troy" Dingwell (the "**Representative**") to bring a class action against Advanced Bionics L.L.C. and other related companies (the "**Defendants**") on behalf of all persons who have been implanted in Quebec with a "HiRes Ultra " or "HiRes Ultra 3D" cochlear implant manufactured by the Defendants with serial numbers between 1,000,000 and 1,999,999 (the "**Covered Devices**").

The Representative claims that the Covered Devices contain a safety defect and is therefore seeking financial compensation from the Defendants for the harm suffered by all members covered by the class action. He also alleges that the Defendants have contravened the *Charter of Human Rights and Freedoms* and is seeking punitive damages to sanction this behaviour.

Authorization of the class action is a **preliminary step** that allows it to proceed. The allegations against the Defendants have not been proven. The Defendants deny any liability and will be able to present their defence at trial. At the conclusion of the trial, the Superior Court will decide whether the Defendants are required to compensate class members.

The Authorization Judgment identified the main questions of law and fact that will have to be decided at trial, as well as the relief (also known as "orders") sought against the Defendants – you will find lists of these questions and relief in **Appendix 1**.

WHO IS A CLASS MEMBER?

You are a class member if you belong to one of the following groups:

All persons who were implanted in Quebec with a HIRES ULTRA or HIRES ULTRA 3D cochlear implant manufactured by Advanced Bionics bearing serial numbers between 1 000 000 et 1 999 999, or any components of such cochlear implants including the electrode array.

OR

All persons who are the successor, spouse, parent, child, sibling, dependant or caregiver to a person described in the preceding paragraph.

If the class action is successful, an amount approved by the Superior Court will be deducted from the compensation payable to class members to pay Class counsel's legal fees. Class members therefore **do not have to pay any fees** to participate in the class action.

YOUR CHOICES REGARDING THE CLASS ACTION

1) INCLUSION

You are automatically included in the class action if you are a member of the groups described above. You therefore do not need to identify yourself or take any action at this time to participate in the class action. If the Defendants are required to pay compensation to class members at the end of the class action, another notice will be published to inform you of the procedure to follow.

You may contact the Class counsel (see the information on their "newsletter" at the end of this notice) to stay informed of its progress and your rights. Class members are required to represent all members covered by the class action.

By participating in the class action, the judgment rendered by the Superior Court will apply to you, and you will not be able to bring any other legal action in relation to the Covered Devices.

2) EXCLUSION, NO LATER THAN JULY 13, 2026

If you do not want the judgment rendered in the class action to apply to you, you must exclude yourself from the class action.

You may wish to exclude yourself if, for example, you prefer to pursue your own claim individually, at your own expense, against the Defendants.

If you exclude yourself from the class action, you will not be entitled to any compensation if a favourable judgment or settlement agreement is reached in the class action.

To exclude yourself, you must send a **letter to the registry of the Superior Court of Québec**, with a copy to Class counsel, no later than **July 13, 2026** indicating file number 500-06-001254-230:

Registry of the Superior Court of Québec
(File No. 500-06-001254-230)
1 Notre-Dame Street East,
Montreal (QC) H2Y 1B6

Trudel Johnston & Lespérance
750 Place d'Armes, Suite 90
Montreal (QC) H2Y 2X8
info@tjl.quebec

3) INTERVENTION

You do not need to personally intervene in the class action to be entitled to compensation, but you may ask the Superior Court for permission to do so. The Court will authorise your intervention if it considers it to be beneficial to the group.

FOR MORE INFORMATION

If you would like to receive information on the progress of the case, you can subscribe to Class counsel's newsletter by filling out the online form at: <https://tjl.quebec/en/class-actions/defective-advanced-bionics-cochlear-implants/>

Please note: Subscribing to the newsletter does not constitute a claim. If the class action is successful, you will have to file a claim in accordance with the procedure determined by the Court.

You can also consult the Class Action Registry, where all proceedings must be published: <https://www.registredesactionscollectives.quebec/>



TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE

750 Côte de la Place d'Armes, Suite 90

Montreal, Quebec H2Y 2X8

Tel.: 514 871-8385

info@tjl.quebec

APPENDIX 1 - COMMON ISSUES AND CONCLUSIONS IDENTIFIED BY THE SUPERIOR COURT

The questions of fact and law that will be dealt with collectively identified by the Superior Court:

1. Are the HiRes Ultra and HiRes Ultra 3D cochlear implants with serial numbers between 1,000,000 and 1,999,999 affected by a safety defect?
2. If so, did this safety defect cause damage to class members?
3. If so, can the defendants raise any of the defences provided for in art. 1473 C.C.Q. to avoid being held liable for such damage?
4. Did the defendants violate class members' right to safety, protected by the *Charter of Human Rights and Freedoms*, in the context of the manufacture, pre-market testing, marketing and post-market surveillance of the cochlear implants? If so, was this an unlawful and intentional breach?
5. Can the Court order the collective recovery of non-pecuniary damages and punitive damages owed to class members?

The relief sought, as authorized by the Superior Court:

GRANT the plaintiff's class action on behalf of all class members;

ORDER the defendants, solidarily, to pay class members an amount to be determined by the Court as compensation for their bodily injury, moral damage and material damage;

ORDER collective recovery of non-pecuniary damages owed to class members;

ORDER individual recovery of pecuniary damages owed to class members;

ORDER the defendants to pay punitive damages in the amount of \$5,000,000;

ORDER collective recovery of punitive damages owed to class members;

THE WHOLE, with legal costs, including, but not limited to, expert fees, the cost of publishing notices class members and the cost of administering the